

Réunionnais en Indochine

Le Haut Conseil de la mémoire combattante, représenté par le président de la République, a décidé par le décret n° 2005-547 du 26 mai 2005 de retenir le 8 juin pour rendre hommage aux 100 000 morts pour la France en Indochine²²⁶. Cette date a été choisie en souvenir du 8 juin 1980, quand, à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing, le corps du soldat inconnu de la guerre d'Indochine a été déposé au Mémorial de Notre-Dame de Lorette dans le Pas-de-Calais. Les cérémonies sont donc déterminées, par cette décision d'État, dans une chaîne hiérarchique descendante²²⁷.

Pourtant, au regard des actions engagées, il semble que la volonté de commémorer le souvenir de la guerre d'Indochine à La Réunion résulte moins de l'implication des autorités représentatives de l'État sur l'île que d'initiatives locales et individuelles. En effet, les cérémonies ayant eu le plus d'impact se sont déroulées en dehors de Saint-Denis, chef-lieu du département, pourtant considéré comme l'espace privilégié d'application des directives centrales de l'État, et ont été organisées pour la plupart à l'initiative de particuliers, notamment d'anciens combattants.

Une dynamique mémorielle tardive et complexe

Les communes les plus touchées par ce conflit colonial se sont senties investies d'un devoir de mémoire qui transcende les obligations réglementaires et les batailles politiques. C'est plu-

tôt l'absence de mémoire qu'un trop-plein mémoriel qui est à l'origine des projets. Tel est le cas des communes du Tampon ou de la Plaine des Palmistes qui se sont empressées d'ériger des stèles à la mémoire des engagés réunionnais lors des conflits coloniaux²²⁸. Il s'agit alors moins de monuments « pacificateurs de mémoire » qu'« agitateurs de mémoire », destinés à remédier à l'amnésie collective²²⁹. Comme nous le rappelle Benedict Anderson, les monuments aux morts et autres stèles commémoratives sont avant tout des objets politiques qui mettent en évidence un principe d'identification à la Nation²³⁰. Mais ces monuments, révélateurs d'un sentiment d'appartenance nationale, prennent dans le cas des conflits coloniaux une dimension supplémentaire car ils intègrent les spécificités d'une culture d'armes propre aux Français d'outre-mer. L'identité des militaires survivants se fonde alors sur ces lieux, leur fonction première (rappeler aux générations futures les martyrs tombés pour la patrie) passant au second plan²³¹. Ce besoin s'explique certainement par un manque de reconnaissance, lié à une relative ignorance des efforts accomplis par de nombreux engagés au cours de ces conflits.

Les acteurs ayant été eux-mêmes relativement muets sur leur expérience et les médias ayant passé sous silence les informations sur ce thème, l'émergence d'une dynamique mémorielle ne pouvait être que tardive. Loin de correspondre à une attitude de fuite, d'occultation ou de négation consciente ou inconsciente des moments les plus douloureux de ce passé colonial, l'absence de mémoire collective s'explique sûrement par une surenchère dans la commémoration des guerres considérées comme plus traumatisantes. Les deux conflits mondiaux et la guerre d'Algérie ont ainsi capté l'attention de l'opinion publique selon une logique d'urgence : il s'agissait de pacifier au plus vite la mémoire

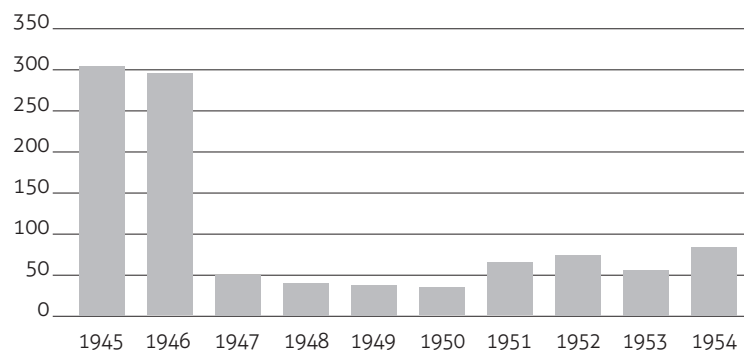
collective. De plus, les acteurs des guerres coloniales ayant été principalement des militaires de carrière, il n'y avait guère d'enjeux identitaires à l'échelle de la nation ou des territoires ultramarins. Enfin, l'absence d'enjeux civiques et de revendications assimilatrices n'a pas permis la « sursignification » des événements indochinois²³². C'est pourquoi la mémoire et l'histoire de l'événement sont longtemps restées le fait des seuls survivants et de quelques chroniqueurs passionnés d'histoire. L'engouement actuel pour la participation des Français d'outre-mer aux conflits coloniaux répond certes au contexte de « commémorite aiguë » dénoncé par Pierre Nora mais relève également de la défense d'une tradition militaire que d'aucuns décrivent comme le principal ciment d'une culture d'armes très présente dans les régiments ultramarins²³³.

Toute l'ambiguïté réside dans la compréhension des enjeux de la participation des Réunionnais à un conflit colonial dans un contexte de post-colonialité. La départementalisation, acquise en février 1946, implique une modification du regard sur les efforts de guerre et les élans patriotiques d'une ancienne « colonie colonisatrice » qui n'a eu de cesse de rechercher au cours de la première moitié du XX^e siècle une reconnaissance de la métropole²³⁴. La contribution des Réunionnais à l'effort de guerre en Indochine s'inscrit-elle dans le schéma classique d'une sensibilité patriotique ou reflète-t-elle une nouvelle logique mobilisatrice ? De plus, dans un contexte de faible mobilisation de l'opinion, les rares échos autour de la guerre d'Indochine font apparaître de nouveaux positionnements idéologiques sur la question de l'impérialisme et de ses avatars colonialistes. Les commentaires à propos du conflit mettent ainsi en évidence les espoirs mais aussi les désillusions ressenties vis-à-vis de la politique assimilatrice de la France.

« Le plus grand souci c'était de survivre et de manger à sa faim »

La participation des militaires réunionnais au corps expéditionnaire français en Extrême-Orient (CEFEO), et plus précisément au sein des Forces terrestres d'Extrême-Orient (FTEO), concourt au caractère disparate d'une armée de près d'un demi-million d'hommes. Celle-ci est composée pour moitié de Français de métropole mais aussi de 64 325 Légionnaires, de 116 569 Maghrébins et de 54 497 Africains²³⁵. L'analyse des états signalétiques et des rapports du Bureau du service national permet d'estimer le nombre d'engagés réunionnais à 1 041²³⁶. Les fluctuations dans le rythme des engagements résultent des variations dans les exigences de l'état-major mais également de la diversification progressive des troupes.

Effectifs annuels des engagés réunionnais au sein des FTEO



Il s'agit principalement de jeunes engagés. Selon un échantillon étudié par Philippe Roudier, ils ont en moyenne 19 ans²³⁷. Ils sont presque exclusivement intégrés aux troupes coloniales

et plus particulièrement à l'infanterie ou à l'artillerie. Un certain nombre d'entre eux a déjà exercé le métier des armes lors d'un premier engagement sur l'un des multiples fronts de la Seconde Guerre mondiale²³⁸. Ou encore à Madagascar, où ils ont reçu les rudiments d'une formation militaire et ont servi dans le cadre de la politique de répression menée alors par les autorités françaises contre les premières velléités d'émancipation. Les premières recrues en partance pour l'Indochine ont été formées à Diégo-Suarez pour les artilleurs et à Tananarive pour les fantassins des bataillons de marche. Cette formation pouvait durer six mois. Ensuite, la majorité des soldats partait faire un stage d'aguerrissement au centre de formation des troupes coloniales à Fréjus.

L'analyse du profil des militaires réunionnais permet de définir, en partie, les motivations de leur engagement. En se fondant sur la liste des « Morts pour la France » et des autres victimes des guerres en Extrême-Orient, nous pouvons constater que les 117 Réunionnais recensés présentent des caractéristiques communes²³⁹. Même si les renseignements collectés posent quelques difficultés d'analyse, on s'aperçoit qu'ils sont en majorité, comme les soldats de la métropole, d'origine rurale²⁴⁰. Bien que les communes les plus importantes de l'île semblent avoir enrôlé le plus gros des effectifs, une analyse plus fine met en évidence une participation active de leurs « écarts » (terme employé pour mentionner les quartiers ruraux périphériques des communes de l'île), que les registres intègrent sans distinction aucune au sein de la commune de rattachement. Seul un quart des effectifs a ainsi été enrôlé dans les deux pôles urbains les plus importants de l'île : Saint-Denis et Saint-Pierre.

Ce constat permet d'établir que les motivations des engagés sont principalement d'ordre économique. Le patriotisme,

pourtant si mobilisateur durant les deux conflits mondiaux, laisse désormais la place à des considérations plus prosaïques liées aux difficultés de l'île au lendemain de la Seconde Guerre mondiale²⁴¹. Certes, « pour une minorité de combattants, le volontariat fut un moyen de se fondre dans la nation et d'affirmer clairement la volonté d'être Français à part entière, même dans le sacrifice de la vie. L'enrôlement devenait en quelque sorte le gage de l'affirmation de l'appartenance à la communauté française²⁴² ». Mais les témoignages des anciens combattants font plutôt apparaître des motivations d'ordre économique que les soldes, parfois supérieures de 70 % à celles de la métropole, pouvaient encourager. Julien Turpin nous rappelle ainsi qu'il s'est « engagé en suivant les camarades affamés comme [lui] pour trouver de la nourriture²⁴³ ». Les propos tenus par M. Vailiamée reflètent également cet état d'esprit partagé par la majorité des engagés : « Lors de mon premier séjour, où j'étais célibataire et très pauvre, comme la majorité des enfants de La Réunion, notre motivation principale était la faim et la misère. Vraiment ce n'était pas dans mes préoccupations de savoir pourquoi j'étais là-bas, le plus grand souci c'était de survivre et de manger à sa faim²⁴⁴. »

C'est pourquoi, dès leur engagement, les volontaires ont le sentiment de passer de la « pénurie » à « l'abondance » car « l'intendance prenait tout pour l'armée [et] gaspillait beaucoup pour l'effort de guerre²⁴⁵ ». L'absence de considérations idéologiques explique la surprise de certains engagés face aux critiques dont ils sont parfois l'objet lors de leur départ. Le canonier Ghislain Constant relate ainsi que l'équipage de son bateau de transit vers l'Indochine était communiste et le harcelait de questions sur le fait qu'il allait « combattre en Indochine des gens qui ne [lui] avaient rien fait²⁴⁶ ». Son incompréhension est à la hauteur du

désintérêt général que l'opinion publique réunionnaise manifeste pour les événements indochinois, qui sont alors peu relayés par les médias. Certes, une parenté de destin avec les troupes indochinoises est parfois énoncée dans les témoignages des anciens combattants « parce que les enfants pauvres savaient se comprendre dans les situations de détresse et de misère²⁴⁷ ». Mais aucun positionnement politique ne semble découler de cette prise de conscience.

Communes (quand elles sont clairement identifiées)	% de morts par rapport à l'ensemble des morts réunionnais
Saint-Denis	16,5
Tampon	15,6
Saint-Joseph	9,2
Saint-Pierre	8,2
Saint-Louis	7,3
Saint-Leu	6,4
Bras-Panon	3,7
Saint-André	3,7
Sainte-Suzanne	2,8
Petite île	2,8
Sainte-Clotilde	2,8
Entre-Deux	1,8
Saint-Paul	1,8
Avirons	1,8
Saint-Benoît	1,8
Cilaos	1,8
Salazie	1,8
Saint-Philippe	1,8
Trois Bassins	0,9
Sainte-Rose	0,9
Sainte-Marie	0,9

	Morts réunionnais (%)						Autre ou inconnu
		Tonkin	Annam	Cochinchine	Laos	Cambodge	
1945	2,6	2	-	-	1	-	-
1946	9,4	3	2	5	-	-	1
1947	18,8	4	9	8	1	-	-
1948	2,6	-	1	2	-	-	-
1949	5,1	2	1	1	2	-	-
1950	8,5	3	2	2	1	-	2
1951	6	4	-	2	1	-	-
1952	12,8	10	-	3	1	1	-
1953	11,1	6	5	-	2	-	-
1954	21,4	14	7	1	1	-	2
Autres dates	0,9	-	-	-	-	-	1
	La Possession				0,9		
	Plaine des Palmistes				0,9		
	Saint-Gilles				0,9		

Les Réunionnais ont payé un lourd tribut à la guerre d'Indochine, si l'on en juge par les 117 victimes recensées officiellement sur les 1 041 engagés pour l'ensemble du conflit. Les lieux de décès des combattants reflètent à la fois la répartition globale des forces déployées et la violence des engagements dans certaines zones stratégiques. Selon un rapport établi par les autorités militaires, au 1^{er} juillet 1952, 63 % des FTEO déployées au Vietnam se concentrent dans le Tonkin, 18 % en Annam et 19 % en Cochinchine²⁴⁸. La guérilla menée par les *Bo Doi* (les combattants nord-vietnamiens), organisés en petites unités mobiles dans les milieux montagneux ou les plateaux couverts du centre de l'In-

dochine, explique que la nature des combats leur soit favorable. C'est pour cette raison que les campagnes les plus meurtrières se situent au Nord-Tonkin, sur les Plateaux ou au Laos ; ce que confirme la répartition des victimes réunionnaises : 47 % dans le Tonkin, 28 % en Annam, 25 % en Cochinchine, 8,5 % au Laos et 0,9 % au Cambodge. Comme les engagés réunionnais sont répartis dans l'ensemble des unités combattantes sans former véritablement des unités homogènes, nous pouvons considérer qu'il s'agit d'un échantillon représentatif, conforme aux statistiques établies pour l'ensemble des troupes. Certaines batailles violentes et emblématiques de la fin du conflit, telles que Diên Biên Phu ou Ankhé, ont également été très meurtrières pour les engagés de l'île puisque 21,4 % des victimes sont regroupés sur l'année 1954.

Si les accords de Genève permettent de sortir de la guerre avec la reconnaissance de l'indépendance du Laos, du Cambodge et le partage en deux zones militaires distinctes séparées par le 17^e parallèle avec au Nord l'Armée Populaire du Vietnam (APVN) et au Sud le maintien d'une présence française, la question de l'évacuation des troupes du CEFEO reste d'actualité jusqu'au 28 avril 1956²⁴⁹.

Un conflit lointain

Conformément aux observations établies pour la métropole, l'indifférence générale semble avoir primé, à de rares exceptions près, sur l'île de La Réunion pour « ce conflit lointain, aux enjeux mal définis, peu lié aux problèmes quotidiens²⁵⁰ ».

Cette faible implication remet en cause l'efficacité de la propagande menée sous la Troisième République, voire celle initiée par le régime de Vichy pour défendre l'œuvre coloniale et impériale de la France²⁵¹. De fait, les nouveaux enjeux liés à la départ-

tementalisation redéfinissent la logique politique et relèguent au second plan la question indochinoise. Les aspirations et les inquiétudes des Réunionnais se concentrent sur l'application concrète des nouvelles dispositions juridiques et sur les difficultés économiques et sociales qui en découlent. De même, la classe politique réunionnaise se focalise sur les enjeux du développement escompté et relègue au second plan une guerre qui ne revêt qu'à de rares occasions un caractère spectaculaire.

À la lecture de la presse réunionnaise, nous pouvons établir une chronologie sommaire des événements relatés, qui témoigne d'une méconnaissance des conditions du conflit. À la fin de l'année 1946, le déclenchement des hostilités est à peine évoqué, tout comme, au cours de l'automne 1950, la bataille des frontières qui est pourtant en train de se jouer. La contre-offensive de De Lattre est mentionnée en 1951 mais sans être détaillée. Seule la bataille de Dien Bien Phu fait l'objet d'une médiatisation particulière de la part des journalistes. Si les événements du Tonkin retiennent l'attention, l'Annam est à peine évoqué et la Cochinchine souvent oubliée. Il est vrai que les combats frontaux ont été rares et que la guérilla menée alors par le Vietminh ne permettait guère d'avoir une vision précise de l'évolution des différents fronts. Dans ce contexte, il était difficile de mobiliser une opinion peu soucieuse des opérations militaires conduites par une armée de professionnels. En effet, rappelons que le CEFEO était très largement composé de volontaires et n'a concerné que des engagés ou des militaires de carrière²⁵². Cela explique en partie le manque d'intérêt de la population pour les réalités du conflit. Le général Navarre rappelle que « la guerre d'Indochine n'était pas une guerre nationale. C'était une entreprise lointaine, menée par la seule armée de métier, et à laquelle la nation, qui n'en saisissait pas le sens, ne partici-

pait absolument pas²⁵³ ». Pourtant, composé pour près de 40 % d'effectifs d'outre-mer, le CEFEO aurait pu mobiliser l'attention de l'opinion publique réunionnaise en qualité de guerre coloniale menée par des colonaux.

La presse a une responsabilité majeure dans ce désintérêt. Les événements, souvent édulcorés, « étaient remisés en seconde page ou tout simplement omis. Autrement dit, au lieu de susciter une opinion publique, la presse suivait le déroulement de la guerre sans créer un mouvement d'idée²⁵⁴ ». Cette analyse globale de Michel Bodin vaut également pour La Réunion où les journalistes sont plus enclins à définir les sentiments de la communauté internationale que ceux ressentis par les habitants de l'île²⁵⁵. De nombreux articles relatent les réactions suscitées par la guerre en Europe ou aux États-Unis sans se soucier d'une possible mobilisation des Réunionnais. L'éloignement de la zone de conflit peut expliquer en partie cette neutralité. Et, à partir de 1947, la presse se concentre surtout sur les événements de Madagascar. Les enjeux malgaches, sur lesquels les Réunionnais ont plus de facilité à se projeter, relèguent alors au second plan l'engagement français en Extrême-Orient. Même si la censure est de mise, puisque dans le courrier reçu par les familles des combattants aucune allusion n'est faite au déroulement des opérations, on peut constater un décalage probant entre la liberté de ton employée à propos des événements de la Grande île et la timidité (qui frise la bienveillance envers les directives du pouvoir central) en ce qui concerne la guerre en Indochine²⁵⁶.

Seule la bataille de Diên Biên Phu semble avoir mobilisé les esprits. Ce n'est qu'à partir du mois de mars 1954 que la presse se fait le relais des critiques énoncées envers l'état-major. Les médias dénoncent alors le « fardeau indochinois » et proposent une « victoire à la Pyrrhus²⁵⁷ ». Pourtant, cette lucidité ne les conduit pas à

remettre en cause la nécessité d'un engagement de la France, car les exactions du Vietminh ne peuvent se comparer à des actes de guerre. Il s'agit tout au plus d'actes de « piraterie » menés par des sauvages qui méritent d'être punis²⁵⁸. Prenant conscience de l'impossibilité de remporter la victoire, la presse distille auprès de l'opinion une attitude de résignation permettant de disculper le pouvoir central de toute responsabilité. Même si cette guerre est absurde et la défaite inéluctable, l'engagement de la France ne saurait se faire autrement. La responsabilité incombe désormais aux seules autorités militaires, que l'on accuse d'impéritie.

Tout cela explique pourquoi, dans la mémoire combattante, demeurent une incompréhension, voire un mépris affichés envers les médias et les civils. Sentiments qui se sont ensuite transformés en mutisme chez les anciens combattants revenus sur leur île natale. L'attitude des hommes politiques réunionnais reflète l'ensemble de ces contradictions. Comme en métropole, entre deux franges minoritaires qui s'empressent soit de dénoncer la guerre, soit d'encourager l'effort colonial, le reste de la classe politique reste perplexe, tout au moins guère intéressé. Si les gaullistes sont plutôt favorables à la poursuite des combats, les partisans du Mouvement républicain populaire (MRP) sont plutôt timides dans leurs prises de position. Même les communistes réunionnais, pourtant prompts à critiquer la politique menée par la métropole, restent finalement timorés face aux événements indochinois. Les rares tentatives pour mobiliser leurs sympathisants au début du conflit se sont toutes soldées par un échec. Il faudra « une intégration du problème indochinois dans les thèmes de la propagande communiste de l'époque [...] pour que ce problème retienne véritablement [leur] attention²⁵⁹ ». De fait, le journal *Témoignages*, alors organe officiel du parti communiste à La Réunion, associera de plus en plus sa

vision critique de la guerre d'Indochine à la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme.

Somme toute, pour pouvoir mobiliser une opinion, il faut que cette dernière ait des références ou tout au moins des représentations sur les problématiques énoncées. Or, dans ce domaine, les Réunionnais disposaient de peu d'informations. Certes, ils pouvaient se rappeler que le riz consommé sur leur île provenait essentiellement de la péninsule indochinoise, mais dans l'ensemble, à part les milieux cultivés ou le réseau des fonctionnaires coloniaux, l'absence de connaissances était probante²⁶⁰. Les liens entre La Réunion et l'Indochine n'étaient pourtant pas aussi distendus qu'il y paraît. La Réunion avait, par le passé, fait appel à des engagés vietnamiens pour répondre aux besoins d'une culture sucrière en quête de main-d'œuvre²⁶¹. Certains de ces engagés ont même fait souche et se sont installés sur l'île en y fondant des familles qui auraient pu être sensibilisées au problème indochinois.

Le récit de plusieurs faits d'armes participe pourtant à l'héroïsation de certains engagés réunionnais. Toutefois, la distinction entre les combattants originaires de métropole et ceux de La Réunion étant moins nette que dans les précédents conflits, la quête d'une reconnaissance spécifique des valeurs réunionnaises à des fins revendicatrices est absente²⁶². Il s'agit désormais de militaires aguerris et professionnels pour lesquels aucune distinction d'origine ne semble avoir compté. On peut lire dans *l'Action créole* du 12 avril 1954 : « Fils de la douce France, Parisiens au parler pointu ou Provençaux à la langue musicale, paysans taciturnes ou astucieux mécanos, gars du Nord ou timides bretons, membres de l'Union française, Sénégalais à la longue silhouette et au tranquille courage, tabors marocains amoureux du bruit des armes, Indochinois conquis par la pré-

sence française, ou Créoles de chez nous, vous êtes désormais [des] héros [...], unis dans une commune souffrance mais aussi dans une gloire collective²⁶³. »

L'épopée du capitaine Suacot illustre cet état d'esprit. Ce « héros de l'Union française » est né le 25 septembre 1919 dans la commune rurale de Petite île au sud de La Réunion. Cet « enfant de Bourbon qui illustre merveilleusement son île natale » fut d'abord instituteur avant d'être mobilisé en 1939 au sein du 21^e Régiment d'Infanterie Coloniale (RIC)²⁶⁴. Il s'est ensuite engagé dans les Forces françaises libres (FFL). En octobre 1945, il rejoint le 22^e RIC et séjourne au Sénégal puis au Maroc avant d'être affecté en Indochine en février 1946 au sein de la 11^e Compagnie. Il participe aux opérations de pacification dans la province de Baria puis de Long-Thanh, où il est promu capitaine en 1950 au sein de la 4^e Compagnie. Le 11 mai 1954, en essayant de couper court à une opération menée par le Vietminh près du village de Hat Dick, le capitaine Suacot, « brave parmi les braves », succombe à une blessure par balle²⁶⁵. Il est enterré le 13 mai 1954 dans le cimetière de Biên Hoa après avoir reçu les honneurs militaires lors d'une cérémonie célébrée par de nombreux officiers venus lui rendre un dernier hommage. La presse réunionnaise célèbre immédiatement sa mémoire en rappelant que, si le gouvernement de la République lui a conféré toutes les marques d'honneur, « La Réunion, sa terre natale, lui donne pour tombeau, le seul à sa taille, le cœur de ses compatriotes et de sa jeunesse ».

En glorifiant sa bravoure, la presse met en évidence une culture d'armes qui s'appuie sur un vocabulaire spécifique exprimant la vitalité du corps et la cohésion des forces militaires : « Ce chef à la résistance physique exceptionnelle, pourchassant sans trêve les bandes rebelles, est toujours aux points les plus menacés de son secteur. Surprenant les Vietminh dans leurs repaires,



Photographie probablement prise en Indochine, sans date. Des unités du FTEO portaient encore la « salade britannique » au début du conflit : jusque 1950, les tenues restent très hétéroclites. © ONAC.

faisant régner la loi dans une région que les rebelles croyaient la leur, le capitaine Suacot remplit un rôle éminent et décisif. Le Vietminh en lui donnant le surnom de Panthère Noire a marqué par là, la crainte qu'il lui inspirait. Il devient pour lui l'homme à abattre à tout prix. Dédaignant tous les dangers, le capitaine Suacot se consacre à sa tâche avec un dévouement et une foi admirables²⁶⁶. »



À gauche, le capitaine Suacot, sans date. © ONAC

Son sens du terrain et ses quali-

tés guerrières étaient loués au sein de son régiment et permirent à la 4^e Compagnie d'être citée à l'ordre de l'armée le 12 février 1952. Titulaire de la Croix de guerre, de la Médaille militaire et des Médailles des territoires d'Extrême Orient et d'Indochine, il a également obtenu 12 citations au cours de sa carrière militaire²⁶⁷. Son corps ne sera rapatrié à La Réunion qu'en 1957 et fera l'objet d'une cérémonie commémorative dans sa commune d'origine. Un quartier militaire porte désormais son nom au régiment du service militaire adapté (RSMA) de Saint-Pierre.

Malgré ces rares cas d'héroïsation, la guerre d'Indochine reste longtemps confidentielle au sein de l'opinion publique réunionnaise. Pour reprendre les termes de Jean-Pierre Dannaud, le manque d'information, voire la désinformation, font de cette guerre non-déclarée une « guerre morte²⁶⁸ ». Mais les rares sentiments manifestés indiquent une conscience politique particulière, qui témoigne d'une nouvelle façon de considérer l'empire colonial.

Loyalisme républicain et anticolonialisme

Les événements d'Indochine ne peuvent se comprendre qu'à l'aune des enjeux politiques de La Réunion, où se mêlent à la fois des conflits de personnalité et des tensions d'ordre idéologique. La montée en puissance du parti communiste sur l'île permet d'aborder la question du colonialisme sous un nouvel angle. De même, les désillusions des partisans du maintien d'un empire au sein de l'Union française renforcent les critiques envers une métropole que d'aucuns jugent peu reconnaissante des efforts accomplis par les peuples d'outre-mer.

Le positionnement du parti communiste de La Réunion peut sembler à première vue paradoxal si l'on considère que ses idéaux anticolonialistes pouvaient le rapprocher de manière spontanée

des aspirations du Vietminh. D'un point de vue politique, les communistes réunionnais pouvaient exprimer une certaine empathie vis-à-vis du parti communiste indochinois ; cependant, leurs racines idéologiques distinctes expliquent en partie une certaine retenue. Le communisme indochinois est surtout influencé par la pensée nationaliste chinoise alors que le communisme réunionnais s'inscrit pleinement dans le paradigme soviétique et post-colonialiste. Pour les militants réunionnais, la lutte contre le capitalisme demeure l'objectif principal, même si, pour ce faire, il faut « que les véritables intérêts de la France et du peuple français ne soient pas sacrifiés en Indochine au profit des trusts sans patrie [...] sous le manteau du patriotisme et de la civilisation²⁶⁹ ». Dans cette optique, le *cuu quôc* (« salut national ») indochinois est interprété comme une manifestation des dérèglements capitalistes. Le positionnement politique des militants réunionnais s'inscrit donc dans la ligne politique établie au niveau national par le parti. Mais il s'en démarque aussi sur certains points.

Jusqu'en 1947, le loyalisme républicain semble primer et explique le mutisme du journal *Témoignages*, fidèle alors à sa logique éditoriale d'éducation des masses. Élaborant un panégyrique des mérites soviétiques, le journal délaisse les questions d'actualité et relègue au second plan les priorités de la politique internationale. En pleine tourmente militaire, les journalistes continuent d'exposer les principes de l'économie politique soviétique et vantent les mérites de la collectivisation. La guerre froide officialisée et le départ des communistes du gouvernement Ramadier, en 1947, auraient pu modifier la donne. Les prises de position sont cependant restées discrètes et n'ont guère mobilisé l'attention des militants. Il est vrai que le parti communiste de La Réunion cherche avant tout à défendre les intérêts de l'île dans le cadre d'une assimilation pleine et

entière aux principes établis par la République. Cette attitude ne laissait qu'une faible marge à la critique et aux mouvements d'opposition.

Pourtant, reprenant à son compte les propos tenus par un député parisien, Florimont Bonte, le journal *Témoignages* considère que la guerre n'est pas la solution²⁷⁰. Le coût humain et économique est présenté comme désastreux pour les intérêts français et plus particulièrement réunionnais. La guerre d'Indochine, avec les dépenses engagées, contribue à aggraver la misère sur l'île, sans aucun espoir de victoire car « les combats qui se déroulent obligent les colonialistes à constater qu'ils ne peuvent pas venir à bout de la résistance du peuple vietnamien²⁷¹ ». Surtout, la guerre remet en cause les fondements de l'Union française et les principes d'émancipation qu'elle tente de mettre en œuvre. Le journal n'hésite pas à dire qu'il s'agit d'une guerre anticonstitutionnelle puisque la Constitution précise que « la République française n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple²⁷² ».

Cette critique est d'autant plus pertinente que « le peuple français sait, par sa douloureuse expérience, que la France ne sera pas grande parce que les peuples qui sont liés à elle par l'histoire seront obligés de se mettre devant elle à genoux comme des esclaves et des serfs, des vassaux et des domestiques²⁷³ ». Les responsables sont clairement définis et dénoncés : la guerre est une manipulation orchestrée par les impérialistes américains qui cherchent à établir leur puissance en Asie et à lutter contre la Chine. La poursuite, jugée criminelle, de ces « sacrifices », en paralysant la France et « en épuisant ses ressources économiques et humaines pour le compte des agresseurs américains²⁷⁴ », a pour effet d'aggraver la misère de la population réu-

nionnaise qui a déjà payé un lourd tribut par la perte d'un « sang précieux ». La Réunion est en deuil : « Des mamans pleurent leurs enfants, des sœurs leurs frères. Dans d'autres cases, le bonheur de retrouver celui qui est resté longtemps absent est diminué par la maladie qui l'a fait rapatrier. [...] Il y a aussi celui dont on est sans nouvelles et sur le sort de qui les pires suppositions resserrent le cœur²⁷⁵. »

Le parti communiste s'empresse de structurer un comité d'aide et de soutien aux soldats mobilisés en Indochine, dont l'action se résume principalement à l'envoi de colis « *péi* » et à des mesures d'informations auprès des proches²⁷⁶. Pour empêcher que d'autres familles soient touchées par de nouveaux deuils, pour débloquer de larges crédits qui devraient être utilisés à améliorer la situation de l'île, pour accélérer la victoire du peuple vietnamien sur les « forces de l'oppression », pour que la cause de la paix triomphe en Asie, en Europe et dans le monde, les communistes réunionnais demandent la paix au Vietnam et l'ouverture de négociations avec Ho Chi Minh. Selon ce principe, il convient de s'unir afin de « barrer la route à la guerre et [réclamer] d'urgence le retour du corps expéditionnaire²⁷⁷ ».

Pour étayer leur argumentation, les journalistes de *Témoignages* rappellent que le combat pour la liberté prend sa source dans la lutte contre le fascisme. La guerre contre les colonialistes ne serait dans l'esprit des Vietnamiens que la continuité de la lutte contre l'autoritarisme du régime de Vichy et l'impérialisme japonais²⁷⁸. L'internationalisation progressive du conflit est considérée comme une manœuvre des impérialistes qui veulent, par le biais d'une nouvelle guerre mondiale, étendre leur mainmise sur le monde²⁷⁹. L'argumentation prend alors une nouvelle tournure, la guerre en Indochine étant désignée comme le maillon d'un vaste complot international allant à l'encontre

de l'intérêt des peuples soumis. La multiplication des guerres coloniales tend à prouver cette conspiration et alimente une certaine forme de paranoïa. Les événements de Corée, concomitants de ceux d'Indochine, participent ainsi du même principe colonialiste²⁸⁰. Les guerres coloniales sont désormais considérées comme l'incarnation des tensions entre les deux blocs. La guerre d'Indochine ne serait dans cette optique qu'un avatar de la Guerre froide.

Par un jeu de miroir, le danger concernerait également les Réunionnais, que les communistes considèrent comme des proies potentielles dans ce vaste complot. En associant le terme de « colonialisme » à la situation vécue en Indochine et à celle de La Réunion, l'objectif est de déplacer les enjeux et de mobiliser de manière plus efficace l'opinion publique. *Témoignages* déclare que La Réunion est dans « le plan de guerre des impérialistes » et que le militantisme déployé sur l'île permettra de contrecarrer les plans des initiateurs du complot²⁸¹. Cela détourne l'attention de l'opinion des enjeux propres à chaque conflit colonial. En reléguant au second plan les réalités politiques et militaires propres à chaque conflit, les communistes de La Réunion proposent à leurs militants une fenêtre sur l'histoire dont les vitres sont troublées par le prisme idéologique. Aucune revendication tangible ne pouvait donc émerger.

Cette posture se retrouve également chez les partisans du maintien du statu quo impérial. Les défenseurs de la politique coloniale française s'inscrivent de manière paradoxale dans une dynamique à la fois colonialiste et anticolonialiste. La France est jugée responsable du mécontentement en Indochine et paye son incurie envers les peuples colonisés, mais elle demeure inexorablement l'étendard de la liberté. C'est pourquoi « la France doit se faire respecter et la IV^e République a le devoir impérieux de

maintenir haut le drapeau français sur toutes nos colonies²⁸² ». La difficulté est de maintenir les intérêts français tout en respectant les principes énoncés par l'Union française et ceux des Nations unies²⁸³. L'entreprise militaire est d'autant plus nécessaire que « les peuples d'outre-mer et le monde entier ont les regards posés sur nous²⁸⁴ ».

De surcroît, si la France se dédisait de son devoir, d'autres puissances impérialistes prendraient inmanquablement le relais sans pour autant résoudre les tensions coloniales et les velléités émancipatrices des peuples colonisés²⁸⁵. En effet, si « par l'effet d'un idéalisme absurde et tragique nos troupes allaient quitter l'une [...] de nos colonies, elles se verraient immédiatement relevées par des effectifs étrangers²⁸⁶ ». C'est pourquoi en 1946 les prémices d'un accord avec le Vietminh sont accueillies favorablement par les milieux républicains réunionnais. Le journal *Le Progrès* relate avec emphase et confiance les accords passés le 8 mars par le délégué du haut-commissaire avec le président du Vietminh, Ho Chi Minh, et Vu Hong Khansi, délégué spécial du Gouvernement national indochinois²⁸⁷. Par cet accord, approuvé par le Conseil des ministres français, la République du Vietnam est officiellement reconnue comme un État libre, faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union française.

Cette ultime tentative de paix, que ses détracteurs qualifient de « Munich indochinois », est perçue de manière favorable dans la presse réunionnaise. *Le Progrès* écrit : « Tous les vrais démocrates se réjouiront de cette heureuse conclusion. Sans doute, on pouvait continuer la politique de force menée là-bas pour la reconquête de l'Indochine. Certains pensaient que c'était là de la grandeur. Nous aurions, selon toutes probabilités, été victorieux. Quelle victoire ! On avait mis jadis vingt ans à conquérir le seul Tonkin... Combien de trépas humains, de destructions, de

haines jamais inassouvies aurait engendré une nouvelle et très longue campagne militaire ? Quelles complications imprévisibles auraient été à craindre ? C'est l'esprit de raison et de générosité digne de la vraie tradition française qui a triomphé²⁸⁸. »

L'accord est d'autant mieux accepté que la crainte d'une victoire militaire du Vietminh est associée, dans l'esprit des journalistes, à une emprise totalitaire sur les Vietnamiens²⁸⁹. En ce sens, la France est de nouveau perçue comme la garante de la liberté des peuples et seule capable d'assumer la mission civilisatrice qui lui incombe. Ce compromis n'est donc pas considéré comme une volte-face car il prend en compte l'intérêt des populations indochinoises dont les sentiments de fidélité envers la France sont considérés comme acquis. Lors des hommages funèbres rendus au Prince Vinh Sanh, décédé le 26 décembre 1945, la presse républicaine rappelle la ferveur de ses sentiments francophiles²⁹⁰. Considérant qu'il avait « tant aimé la France, en même temps que son pays, et les avait si pieusement associés dans un amour filial sans éclipse », le journal *Le Peuple* rappelle cette nécessaire union « au service et dans l'intérêt de la France et de l'Indochine²⁹¹ ». L'espoir d'un maintien de la puissance française en Indochine perdure jusqu'au renversement militaire de 1954.

Défaite et désillusions

Il faut attendre la bataille de Diên Biên Phu, que la presse compare à un nouveau Verdun, pour que cette vision soit radicalement et brusquement modifiée²⁹². La perspective d'une défaite radicalise les opinions et ancre les débats dans un schéma manichéen. De fait, la guerre d'Indochine est perçue désormais à travers le prisme de la guerre froide « où s'affrontent, officiellement, les deux blocs, communiste et anti-communiste, qui se

trouvent être, comme par hasard, les blocs latino-saxon d'une part, slavo-asiatique d'autre part²⁹³ ». Cette conception civilisationnelle semble d'autant plus justifiée que « la guerre a trouvé son origine dans la volonté d'une caste ultra-nationaliste et xénophobe de se débarrasser des éléments blancs²⁹⁴ ». Le principe de l'unité des peuples défendu par la France ne peut aboutir qu'à une impasse face aux intentions sécessionnistes du Vietminh. Il convient donc d'unir ses forces « dans une fraternité d'armes plus que séculaire d'originaires de la métropole et des pays d'au-delà des mers²⁹⁵ ». Il s'agit de montrer « au bloc oriental slavo-asiatique et communiste que les forces de l'Union française, éternelles avant-gardes de la civilisation occidentale, ne s'en laissent imposer nulle part, et que, si elles acceptent de traiter, ce n'est pas en vaincues²⁹⁶ ».

Au moment de la défaite, la désillusion est totale. En réaction s'ébauche une critique de la politique coloniale. La presse est alors unanime pour déclarer que la guerre en Indochine doit servir de leçon. Même si la France est intervenue au nom de la liberté, elle n'a pas su prendre en compte les désirs des peuples colonisés ou tout au moins reconnaître leur volonté d'émancipation. Par analogie, ce même constat est ensuite appliqué à l'île de La Réunion. Ces erreurs commises en Indochine, « nous les voyons déferler jusque dans notre vieille île française²⁹⁷ ». Le manque de reconnaissance de la métropole est stigmatisé et les désillusions liées à la départementalisation aboutissent à des revendications identitaires.

Une martyrologie s'élabore autour des victimes réunionnaises de la guerre. Elle vise à mettre le conflit indochinois au rang des grandes guerres nationales : « Vous ai-je connus, soldats réunionnais ? Êtes-vous cet enfant de chœur qui servait au maître-autel avec tant de sagesse, ou ce pêcheur de moules

aperçu là-bas, sur le récif, dans le déferlement de la lame, ou cet employé à peine sorti de l'école, si timide devant son patron, ou encore ce jeune planteur de géranium tout imprégné de la senteur de sa distillation, ou cet amateur des bals du samedi soir, batailleur pour le plaisir ? [...] On pense si peu à vous, combattants d'Indochine. Vous n'êtes pas ceux des grandes guerres, quand toute une nation est mobilisée et que chacun souffre ou profite du fléau. Et pourtant, depuis six ans vous vous battez, dans les marais et dans la fièvre, heurtant les mines ou clouant vos pieds aux pièges des Viets, marchant, souffrant, crevant sans plainte et sans cris, pour l'honneur et pour la France. [...] Volontaires de chez nous, dignes de vos aïeux, les volontaires de Bourbon, qui se battirent aux Indes et à Madagascar, des combattants de 1914-18 et de 1939-45, désormais, comme pour ceux qui se trouvaient à Verdun avec Pétain, on répétera avec orgueil, en parlant de vous, dans les veillées et dans l'histoire : "Ils étaient à Diên Biên Phu avec de Castries"²⁹⁸. »

Ce traumatisme lié à la défaite est immédiatement acté lors des cérémonies du 8 mai 1954. La célébration de la victoire des Alliés prend une tournure particulière liée à « l'émotion du deuil national et aux réflexions sur la gravité de la situation internationale²⁹⁹ ». Les autorités décommandent les réjouissances publiques prévues pour la journée, voulant exprimer ainsi en un acte mémoriel funèbre leur « conscience nationale³⁰⁰ ».

La guerre d'Indochine va servir de matrice pour bon nombre de militaires réunionnais. En effet, la majorité des combattants se sont de nouveau engagés pour une durée de cinq ans, participant à d'autres conflits coloniaux. La culture d'armes qui en découle a été à l'origine de carrières militaires parfois prometteuses. Tel est le cas d'Émilien Vitry. Engagé dans la compagnie d'infanterie de marine de Bourbon en 1952, il

poursuivit son action en Algérie, en Mauritanie puis à Djibouti, malgré ses souffrances et les blessures reçues en Indochine. Les dissensions entre ces militaires et le reste de la société, lors des conflits coloniaux suivants, s'expliquent en partie par la rancœur des premiers envers les civils et la presse. Le sentiment d'une reconnaissance insuffisante, compte tenu des efforts accomplis, a provoqué un hiatus entre la mémoire des civils et celle des militaires. En ce sens, la guerre d'Indochine, conflit colonial mené en partie par des coloniaux, demeure un cas atypique et révélateur d'une mémoire coloniale en quête de pacification.

Les monuments aux morts honorant la mémoire des combattants tués au combat en Indochine sont d'ailleurs peu nombreux sur l'île. Dans un premier temps, les plaques commémoratives ont porté la dénomination « Théâtre d'opérations extérieures » ou bien « Extrême-Orient », présentant une mémoire purement militaire ; ce qui rendait difficile la mise en place d'une mémoire plus citoyenne, que seule la dénomination « Guerre d'Indochine » aurait pu permettre. Mais il y eut dans certaines municipalités, autour de l'emploi du mot « Indochine », des querelles qui s'expliquent vraisemblablement par la crainte de sabotages, dans un contexte politique postcolonial plus revendicatif. Cette situation illustre bien un passé qui ne passe pas et met en évidence la complexité d'une mémoire de guerre particulière.